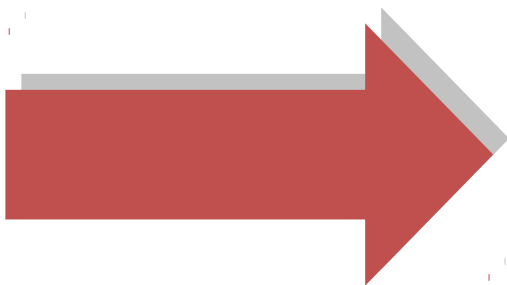




Famine et situation politique en Afrique de l'Est

Par Ali Deberkale

Directeur d'ACP, Ali Deberkale est né à Djibouti où il a grandi avant de s'engager sur le terrain associatif, de devenir animateur à la RTD (Radio Télévision de Djibouti) et de créer et présider la fédération des associations culturelles de Djibouti. Ensuite il a voyagé un peu au Canada et aux États-Unis avant de s'installer en Europe où il vit en Belgique. Aujourd'hui, il est surtout le directeur d'ACP (www.acp-europa.eu), l'Association Cultures & Progrès qui lui permet de poursuivre son objectif d'amélioration des conditions de vie de ses frères africains et de leurs ressortissants, en Europe notamment. Comme tous les Djiboutiens qui aspirent à la liberté, à la démocratie et à la justice sociale, il veut pouvoir donner son avis sur la gestion de la chose publique. Il a des ambitions pour son pays ainsi que des ambitions pour l'Afrique. C'est d'ailleurs pour cela qu'il s'est rendu au Sénégal en septembre 2011. Les Djiboutiens ont beaucoup à apprendre des Sénégalais notamment sur le plan de la liberté de la presse mais aussi sur le plan de la mobilisation citoyenne pacifique, comme par exemple M23 ou les responsables de Y en a marre qu'Ali Deberkale eu le plaisir et le privilège de rencontrer. Enfin, Ali Deberkale est un ami des Sénégalais dont il admire le courage, le dynamisme et l'engagement citoyen.



Analyse

Avril 2011

L'ampleur de la famine à Djibouti est dramatique : l'ONU considère qu'un Djiboutien sur six se trouve aujourd'hui dans un état de grande précarité alimentaire et que la famine menace les communautés pastorales et certaines catégories vulnérables en milieu urbain. 150.000 personnes sont touchées par la faim et 100.000 d'entre elles ont besoin d'une aide alimentaire. Il faut ajouter à cela 30.000 réfugiés, provenant essentiellement de Somalie et d'Éthiopie, qui sont installés dans le pays avec très peu de services à leur disposition.

I – Les différentes causes de la famine

Cette famine s'explique tout d'abord car Djibouti importe 80% environ de ses céréales dont le prix a fortement augmenté et 85% de ses fruits et légumes ! En fait, seuls 3% des terres du pays sont arables et dans les zones rurales, la plupart des populations vivent de l'élevage. En raison de la sécheresse, les éleveurs nomades et semi-nomades perdent une grande partie de leurs animaux (jusqu'à 70% ces dernières années) et sont alors contraints de migrer vers les villes déjà surpeuplées où ils viennent chercher une assistance et une nourriture qu'ils trouvent très difficilement. Enfin, en dehors de toute considération climatique, une grande majorité de personnes sont sans emploi à Djibouti et donc sans ressources suffisantes pour acheter des denrées de base dont les prix flambent.

Par ailleurs, il est évident qu'il y a à Djibouti des obstacles structurels qui y rendent la vie particulièrement difficile. Il faut toutefois savoir que même si Djibouti est un pays extrêmement pauvre (plus de 80% des habitants des zones rurales vivent en dessous du seuil de pauvreté) et quasiment dénué de ressources, la République bénéficie des recettes générées par une situation géographique qui permet de monnayer à prix fort l'accueil de bases militaires étrangères, une intense activité portuaire ou encore la lutte contre le terrorisme et la piraterie. Seulement, ces ressources ne sont pas équitablement réparties et ne profitent dès lors pas ou beaucoup trop peu à la population. Cela relève bien sûr de la responsabilité du monde politique. Des investissements conséquents sont par ailleurs nécessaires pour mettre en œuvre des systèmes d'irrigation permettant de développer l'agriculture et pour optimiser les techniques de collecte et de stockage de l'eau afin que les éleveurs puissent continuer leur activité traditionnelle. Les Juifs et les Arabes d'Israël ont réussi à faire d'un désert aride un oasis fertile, pourquoi pas les Djiboutiens ?

La crise financière et économique internationale est un autre élément d'explication de l'insécurité alimentaire croissante à Djibouti. Les prix des denrées alimentaires ont flambé, or comme expliqué ci-dessus, Djibouti dépend quasi exclusivement de l'achat de ces denrées sur des marchés extérieurs. Mais ce n'est qu'un aspect de la question. À côté de cette réalité, il y a aussi à Djibouti un taux de chômage immense, de très sérieux problèmes dans la répartition des richesses produites et des choix politiques malheureux. Sur ce dernier point par exemple, pourquoi les tonnes de khat importées quotidiennement à Djibouti ne seraient-elles pas remplacées par des tonnes de denrées alimentaires ? On dit qu'en plus de ses « vertus » hallucinogènes, le khat est utilisé comme coupe-faim... Le meilleur coupe-faim ça reste la nourriture !

II – Influence de la situation politique

En ce qui concerne le président de Djibouti, Ismaël Omar Guelleh, il s'est représenté pour la troisième fois aux élections présidentielles d'avril 2011 qu'il a remportées, après avoir fait modifier la constitution en 2010. L'État qu'il dirige n'est pas un État démocratique. Le président de la ligue djiboutienne des droits de l'homme est très régulièrement arrêté et détenu avec d'autres défenseurs des droits de l'homme, les opposants politiques se plaignent de ne pouvoir mener librement et pacifiquement leur travail d'opposition ailleurs qu'en exil, les manifestations des jeunes qui ne demandent qu'à exprimer leurs difficultés sont sévèrement réprimées, les défenseurs des intérêts des travailleurs sont harcelés et empêchés de mener leur travail à Djibouti et auprès des instances internationales comme l'Organisation Internationale du Travail auprès de qui Djibouti a une réputation exécrationnelle... Tout cela ne peut pas arriver en démocratie où il doit y avoir de la place pour une pensée libre et critique. Aujourd'hui, à Djibouti, les gens n'osent pas dire ce qu'ils pensent et craignent pour leur vie lorsqu'ils le font. J'espère cependant que pour son

troisième mandat, il tiendra à cœur au président Guelleh de faire en sorte que cela change. Si tel est le cas, il serait le premier à l'en féliciter et à le soutenir dans cette voie.

Cependant, depuis les manifestations de février 2011 évoquées ci-dessus et les centaines d'arrestations qui s'en sont suivies, la tension a été très forte pendant plusieurs semaines. Ensuite les élections ont eu lieu et depuis lors, les choses ont repris leur cours habituel. Beaucoup de Djiboutiens disent se sentir abandonnés par la communauté internationale et en particulier les Américains ou les Européens qui privilégient leurs intérêts économiques et militaires dans la région et à côté desquels la souffrance des Djiboutiens représente bien peu de choses. Je crois qu'ils n'ont malheureusement pas tout à fait tort et que les Djiboutiens ne doivent compter que sur eux-mêmes.

De plus, il n'y a à Djibouti aucun média indépendant. Pour s'informer, les Djiboutiens ont donc le choix entre la propagande officielle et les discours des opposants. Cette situation n'est évidemment pas très confortable. De l'extérieur, nous essayons de proposer une analyse non partisane et plus objective de la réalité. Nous essayons aussi d'agir de manière constructive avec les moyens que l'Union européenne ou d'autres veulent bien mettre à disposition. La diffusion d'un journal comme la Gazette, l'existence de chaînes privées de télévision comme Walf TV ou TFM, ou encore la possibilité laissée à une personnalité aussi charismatique et engagée que Youssou Ndour de s'exprimer librement et d'agir sur le terrain politique et social comme il le fait (même si ses proches ont confirmé il y a quelques jours que ce n'est pas toujours facile...), tout cela c'est un véritable rêve pour les Djiboutiens. Un rêve qui deviendra peut-être un jour réalité à Djibouti aussi.

III – Un afflux de réfugiés en provenance de la Somalie

Djibouti connaît actuellement une forte croissance du nombre de réfugiés qui se pressent à ses frontières. Cette affluence entraîne de multiples désordres au sein de l'Etat Djiboutien qui n'est ni préparé ni capable d'absorber ce flux.

Les causes de cet afflux sont essentiellement les combats continus qui opposent les insurgés islamistes et le Gouvernement fédéral de transition dans le sud et le centre de la Somalie, ainsi que la sécheresse et la famine dont souffrent plusieurs régions de la Corne de l'Afrique. Cette situation a entraîné une très nette augmentation du taux d'immigrés Somaliens (+800p/mois) dans la région et surtout à Djibouti.

Le camp de réfugiés Djiboutien d'Ali-Addeh été une première solution d'accueil pour une grande partie de ces nouveaux réfugiés, mais ses capacités ont été vite saturées. En 2011, que le Gouvernement de Djibouti a donc autorisé la réouverture de l'ancien site de Holl-Holl. Cette réouverture devrait permettre d'offrir aux nouveaux arrivant un accueil acceptable et digne, mais aussi de limiter la surpopulation du camp d'Ali Addeh. De plus, Holl-Holl sera en mesure de proposer de meilleurs approvisionnements en eau.

Le gouvernement Djiboutien collabore étroitement avec l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) afin de tenter d'enregistrer ses réfugiés somaliens le plus rapidement, un centre d'accueil a ainsi été établi à la frontière de *Loyada* où l'UNHCR travaille avec les autorités Djiboutiennes. Cependant afin de préserver une coopération efficace avec les autorités nationales, il sera nécessaire d'organiser régulièrement des ateliers de formation et de renforcement des capacités à l'intention des agents des forces de l'ordre et les gardes-frontières.

A l'heure actuelle, la problématique la plus urgente est l'approvisionnement en eau de ces camps, qui subissent la sécheresse actuelle tout comme le reste de Djibouti. Ainsi, la nappe phréatique alimentant les camps d'Ali Addeh et de Holl-Holl est en passe de se réduire, ce qui pourrait entraîner une grave pénurie d'eau. Avec cet afflux de réfugiés, Djibouti se voit donc infliger un poids supplémentaire dans son combat contre la sécheresse et la famine.¹

¹ Source : UNHCR